



Des établissements publics unis au service de votre santé

Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP)

Mission Étude de Sûreté et de Sécurité Publique (ESSP)

Nouveau Bâtiment de Soins (NBS) et Socle Michallon

Site Nord – CHU Grenoble Alpes (La Tronche)

Maître d'ouvrage : CHU Grenoble Alpes (CHUGA)

Référence marché : 2026T112

Date : 09/02/2026

Table des matières

1	OBJET DU MARCHE ET DISPOSITIONS GENERALES	3
1.1	Objet et périmètre de la mission.....	3
1.2	Contexte de l'opération	3
1.3	Références réglementaires et normatives	3
1.4	Interlocuteurs du titulaire et instance de pilotage de la mission.....	4
2	CONSISTANCE DES PRESTATIONS	5
2.1	Phase 1 – État des lieux / Diagnostic initial	5
2.1.1	Prestations attendues	6
2.1.2	Livrable Phase 1	7
2.2	Phase 2 – Analyse des projets et assistance à la conception des projets du SDI-CIME	7
2.2.1	Prestations attendues	8
2.2.2	Livrable Phase 2	9
2.3	Phase 3 – Étude complète pour obtention de l'autorisation administrative	9
2.3.1	Prestations attendues sous-phase 3 A (ESSP IGH Socle).....	10
2.3.2	Livrable sous phase 3 A	10
2.3.3	Prestations attendues sous phase 3 B ESSP NBS	10
2.3.4	Livrable sous phase 3 B	11
2.4	Phase 4 – Réalisation et réception des ouvrages	11
2.4.1	Analyse des sujétions d'exécution	11
2.4.2	Amendement de l'étude de sûreté et de sécurité publique	11
3	Conditions de réalisation de la mission	12
3.1	Délais de réalisation des éléments de missions	12
3.2	Compléments livrables	12
3.2.1	Exigences de qualité.....	13
3.2.2	Synthèse des principaux livrables	13
3.3	Réunions et visites.....	14
3.4	Atteinte des objectifs par le titulaire.....	14
3.5	Méthodologie et exigences techniques	14
3.6	Délais et calendrier.....	15
3.7	Critères de performance et évaluation dans le temps.....	15
3.8	Conditions particulières	15
4	Annexes.....	16
4.1	Programme technique détaillé du Nouveau Bâtiment et restructuration du bâtiment Michallon.	16
4.2	Plan de masse.....	16

1 OBJET DU MARCHE ET DISPOSITIONS GENERALES

1.1 Objet et périmètre de la mission

Le présent cahier des clauses techniques particulières (C.C.T.P.) définit le contenu de la mission de réalisation d'une étude de sûreté et de sécurité publique (ESSP). Cette mission vise à concevoir, rédiger et piloter l'Etude de Sûreté et de Sécurité Publique de l'opération du Nouveau Bâtiment de Soins (NBS) et de la restructuration de l'IGH - Michallon Socle, en intégrant diagnostic, analyse des risques, prescriptions et accompagnement jusqu'à l'obtention des autorisations administratives, conformément aux articles R.114-1 à R.114-3 du Code de l'urbanisme.

Cette étude sera présentée à la sous-commission départementale de sécurité publique, chargée de l'évaluer et intégrée aux dossiers de demande de permis de construire du CHUGA. Elle doit être conduite dans une logique de sanctuarisation de l'enceinte hospitalière et de pérennité du bâti mais aussi de rayonnement de l'institution hospitalière sur les quartiers environnants.

1.2 Contexte de l'opération

L'opération s'inscrit dans la modernisation du site Michallon et la construction d'un nouveau bâtiment de soins en continuité du bâti existant. Les enjeux portent sur la sécurité et la sûreté des personnes et des biens, la tranquillité publique, la lisibilité des parcours et la facilitation des interventions des forces de sécurité et de secours.

A ce titre, les préconisations de cette étude doivent notamment porter sur les dispositions architecturales et techniques du projet de construction hospitalière mais aussi sur les aspects organisationnels en cohérence avec les ressources humaines mises en place au CHUGA.

1.3 Références réglementaires et normatives

La lutte contre la malveillance repose sur trois axes principaux :

- Réduire **le sentiment d'insécurité** : Agir sur la perception subjective de l'insécurité, même si elle ne reflète pas toujours la réalité. Ses impacts sont réels (désaffection de certains lieux, craintes, etc.).
- Limiter **les troubles d'usage** : Prévenir les incivilités, les conflits d'utilisation, les détournements, l'insalubrité ou les dysfonctionnements dans les espaces publics.
- Combattre **les infractions** : Lutter contre les atteintes aux personnes et aux biens (contraventions, délits, crimes), protégées par des principes constitutionnels.

Cadre réglementaire :

L'article R.111-49 du Code de l'urbanisme impose la réalisation d'une étude de sûreté et de sécurité publique pour encadrer ces enjeux.

L'étude de sécurité publique comprend :

- Un diagnostic précisant le contexte social et urbain et l'interaction entre le projet et son environnement immédiat.
- L'analyse du projet au regard des risques de sécurité publique pesant sur l'opération
- Les mesures proposées, en ce qui concerne, notamment, l'aménagement des voies et espaces publics et, lorsque le projet porte sur une construction, l'implantation, la destination, la nature, l'architecture, les dimensions et l'assainissement de cette construction et l'aménagement de ses abords, pour :
 - a) Prévenir et réduire les risques de sécurité publique mis en évidence dans le diagnostic ;
 - b) Faciliter les missions des services de police, de gendarmerie et de secours. Les modalités d'examen par la sous-commission de sécurité publique.

Code de l'urbanisme : Chapitre IV : Etude de sécurité publique (Articles R114-1 à R114-3)

- Ces articles définissent le champ, contenu et avis de la commission compétente.

1.4 Interlocuteurs du titulaire et instance de pilotage de la mission

Le titulaire de la présente mission développe une approche partenariale forte avec l'ensemble des partenaires concernés :

- la direction générale du CHUGA ;
 - les représentants de la direction des services techniques et des travaux du CHUGA, dont
 - les équipes travaux, grands projets et exploitation et maintenance ;
 - le responsable sûreté du CHUGA ;
 - le responsable sécurité incendie du CHUGA ;
 - le directeur en charge du plan de gestion des tensions hospitalières et des situations sanitaires exceptionnelles du CHUGA ;
 - des représentants du corps médical et/ ou soignant, des trios de pôles médicaux (pôle des urgences notamment)
 - les équipes de programmation ou de conception des projets du SDI du CHUGA (projet CIME), équipes d'aménagements et de suivi connexes à ces projets :
 - programmistes
 - chef de projets / conducteurs d'opération
 - mandataire de groupements de maîtrise ou de conception réalisation
 - contrôleurs techniques ;
 - la direction départementale de la sécurité publique,
 - la mission conseil du Service départemental d'incendie et de secours,
 - la Commune sur laquelle est situé le CHUGA et les communes adjacentes,
- Liste non exhaustive

Le pilotage de la mission est assuré par la Direction des services techniques en charge de la sécurité-sûreté du CHUGA ; interfaces avec MOA/MOE, exploitation, logistique, urgences/SAMU-SMUR.

Un organe de pilotage CHUGA de la mission sera constitué à son lancement. Il intègre *a minima* des représentants de la direction générale dont le directeur des services techniques, le responsable sûreté du CHUGA, la référente en charge du suivi du SDI, les chefs de projet des opérations du SDI, des représentants des usagers. Sa composition sera précisée et pourra être complétée sur proposition du titulaire.

2 CONSISTANCE DES PRESTATIONS

Les prestations et livrables attendus sont :

- Phase 1 : État des lieux / Diagnostic initial
- Phase 2 : Assistance à la conception des projets SDI-CIME
- Phase 3 : Etude complète pour obtention de l'autorisation administrative pour les deux projets
- Phase 4 : Réalisation et réception des ouvrages

2.1 Phase 1 – État des lieux / Diagnostic initial

Le diagnostic a pour objectif d'identifier les risques de sécurité publique, de comprendre l'ensemble des phénomènes à l'œuvre et de recenser les réponses existantes. Il transcrit en ce sens, de manière factuelle et objective, l'identification et la compréhension :

- Du contexte social et urbain dans lequel s'insère les projets de construction en lien avec leur environnement lointain et immédiat ;
- De la nature et du niveau de risques encourus par les personnes et les biens (atteinte aux intérêts fondamentaux et vitaux, atteinte à l'intégrité physique des personnes, atteinte à l'ordre public et à la tranquillité, atteinte au sentiment de sécurité et atteinte aux biens).

Selon le contexte socio-urbain et/ou le caractère sensible du projet de construction, les risques à prendre en compte concernent potentiellement un vaste panel de faits et d'événements, allant **du sentiment d'insécurité et de l'incivilité aux crimes et délits les plus graves**. L'ambition est de dépasser les simples statistiques policières pour tenter de comprendre les ressorts socio-urbains des phénomènes d'insécurité existants ou des risques identifiés.

Pour ce faire, des entretiens, observations, et visites apporteront une compréhension fine de ce qui se passe sur le terrain. À cette fin, un certain nombre d'outils combinant des approches qualitatives et quantitatives peuvent notamment être mobilisés par le titulaire :

- Entretiens auprès d'acteurs institutionnels (responsable sûreté du CHUGA, services de police, police municipale de la commune dont dépend le CHUGA, services publics de transport en commun, etc.)
- Echanges avec les différents services du CHUGA (Services sensibles Urgence adulte et pédiatrique etc.) ;
- Analyse des études existantes (diagnostic sûreté / PSE, etc.) ;
- Données statistiques institutionnelles (états 4001, observatoires existant ONVS, CAPSAV, etc.) ;

L'accès aux données statistiques ci-avant est à la charge du titulaire. Ces informations portent sur l'évolution de la délinquance de voie publique sur une période minimale de 4 ans à l'exclusion de l'année en cours, sur le territoire de la commune et des communes adjacentes où est envisagé les projets de construction. Dans le cas où des données nécessitent une demande par le Maître d'ouvrage à une instance spécifique, le Titulaire devra formaliser sa demande dès le lancement de sa mission.

Le croisement des informations obtenues et leur mise en perspective permet au final de déterminer au mieux les différents paramètres d'une situation. Les deux approches qualitative et quantitative n'ont en effet de sens que si elles s'inscrivent dans une démarche analytique, afin de comprendre l'interaction entre les projets de construction et son environnement et les menaces avérées ou potentielles qu'il faut prévenir par des dispositions constructives, spatiales et organisationnelles.

Dans le cadre de cette première phase de l'étude ESSP, le Centre Hospitalier Universitaire Grenoble Alpes exprime la volonté de disposer d'un document synthétique de type "bilan matriciel", permettant de présenter de manière

structurée, lisible et hiérarchisée l'ensemble des enseignements issus de l'analyse de sûreté des biens et des personnes. Ce document constitue un support essentiel destiné à éclairer la Direction générale dans ses arbitrages et dans la priorisation des préconisations à mettre en œuvre.

L'objectif principal de ce bilan matriciel est de fournir une vue d'ensemble consolidée des risques identifiés au sein de l'organisation, classés selon leur niveau de criticité. La matrice permet ainsi de hiérarchiser les problématiques de sécurité en tenant compte de plusieurs dimensions : la gravité potentielle, la fréquence d'occurrence, la vulnérabilité des systèmes existants et l'impact global sur l'activité. En apportant cette vision synthétique, le CHUGA souhaite faciliter la compréhension des enjeux, mais aussi garantir que les décisions prises reposent sur une base analytique solide, cohérente et partagée.

Les préconisations issues de l'étude ESSP devront apparaître explicitement dans ce document. La matrice servira alors de cadre de valorisation permettant de mettre en regard chaque préconisation avec le risque auquel elle répond, tout en introduisant une pondération entre le coût d'implémentation et l'efficacité attendue. Cette approche contribue à objectiver les choix d'investissement, en soulignant le ratio "coût / valeur apportée" ou "coût / réduction de risque", et en permettant d'identifier rapidement les actions offrant le meilleur compromis.

Ainsi, la matrice constituera un outil d'aide à la décision stratégique pour la Direction générale, en rendant visibles les arbitrages nécessaires, les priorités d'action et les bénéfices attendus. Elle garantira également une transparence accrue dans la démarche, en exposant clairement les fondements des préconisations, et en renforçant la cohérence entre les enjeux identifiés et les actions recommandées.

En résumé, ce bilan matriciel répond à une double finalité :

- Structurer l'analyse des risques pour assurer une lecture simple, ordonnée et hiérarchisée ;
- Faciliter la décision, en valorisant les préconisations ESSP au regard de leur pertinence opérationnelle, de leur coût et de leur efficacité.

Outil clé de la phase 1, il constituera le socle sur lequel la Direction générale du CHUGA pourra appuyer ses choix, en disposant d'une vision claire, argumentée et rationnelle de l'ensemble des risques et des solutions proposées.

La matrice sera fournie sous format Excel modifiable et PDF, compatible avec un usage institutionnel.

2.1.1 Prestations attendues

- Diagnostic du contexte : environnement social et urbain ; interactions projet/environnement (lointain et immédiat).
- Diagnostic des risques : malveillance, incivilités, vulnérabilités, sécurité des personnes et des biens.
- Analyse des enjeux de sûreté et de sécurité publique liés au projet.
- Diagnostic des réponses existantes : dispositifs, organisations et partenariats en place.
- Étude du projet global du SDI-CIME et esquisse du socle IGH et projets connexes SDI (SAMU...) sous l'angle de la sûreté : points de vulnérabilité, effets induits, réponses aux risques.
- Analyse des flux et déplacements ; gestion quotidienne de la tranquillité du site (patients, visiteurs, personnels, logistique, secours, etc.).
- Organisation et pilotage de la première rencontre avec la sous-commission départementale pour la sécurité publique, en compagnie du CHUGA.

2.1.2 Livrable Phase 1

Rapport de diagnostic avec schémas explicatifs et prescriptions dans les 4 familles :

- Architecturales/urbaines : domanialités et responsabilisations, lisibilité/visibilité, mixité, implantation/abords.
- Techniques : vidéoprotection, contrôle d'accès, éclairage, matériaux, gestion de la végétation.
- Humaines & organisationnelles : gestion/surveillance, partenariats, facilitation des missions police /gendarmerie /SDIS.
- Évaluation : indicateurs de performance et évaluation dans le temps des dispositions mises en œuvre.
- Document synthétique de type "bilan matriciel"

2.2 Phase 2 – Analyse des projets et assistance à la conception des projets du SDI-CIME

Dans cette phase, l'analyse de risque des projets a pour objectif de déterminer la manière dont les projets de construction répondent, à leur échelle, aux risques mis en avant dans le diagnostic et d'identifier les risques particuliers qui sont susceptibles d'être générés par eux-mêmes. En d'autres termes, il s'agit d'étudier l'impact de l'environnement sur les projets de construction (risques encourus) et l'impact du projet de construction sur son environnement (risques induits). Ici s'établit donc le croisement des phénomènes analysés dans le diagnostic et de ce que le projet de construction préfigure en termes d'usages. Il en découle une identification de risques potentiels ou au contraire d'améliorations apportées par les projets.

Cette analyse se nourrit de la précision des informations apportées au gré de l'avancée des phases d'études réglementaires des projets de construction. En ce sens, il est attendu du titulaire un investissement pertinent au moment de chacune d'elle, à compter de l'instant où la commande lui est confiée et en prévision d'une remise de ce travail au moment du lancement des phases suivantes (APS, APD).

A cet effet trois sous-phases sont définies :

- la phase 2 A pour l'analyse des risques de chaque proposition de projet du NBS (3 propositions en phase de consultation, niveau APS). Elle a pour objectif de recadrer les propositions des candidats sur les enjeux de sûreté et de sécurité dans le cadre de la remise de leur offre finale en cours de dialogue compétitif pour un marché en conception-réalisation.
- la phase 2 B pour l'analyse du projet IGH Socle (niveau APS). Elle a pour objectif d'alimenter l'analyse du projet au stade APS pour la prise en compte des enjeux de sécurité et sûreté publique dans les phases suivantes de conception du projet (APD puis PRO), et de déterminer si le projet est cohérent avec l'ESSP livré en phase 3 en prévision du dépôt de permis de construire.
- la phase 2 C pour l'analyse de l'offre finale retenue (niveau APS). Il s'agit d'une mise à jour de la sous-phase 2 A. Elle a pour objectif d'alimenter l'analyse du projet au stade APS pour la prise en compte des enjeux de sécurité et sûreté publique dans les phases suivantes de conception du projet (APD puis PRO), et de déterminer si le projet retenu est cohérent avec l'ESSP livré en phase 3A en prévision du dépôt de permis de construire.

Contenu : prescriptions architecturales/urbaines, techniques, humaines/organisationnelles et d'évaluation ; concertation et validation du CHU ; validation de la prise en compte avant APD.

Dans la continuité du bilan matriciel réalisés lors de la phase 1 de l'étude ESSP, le CHUGA souhaite disposer, pour les phases 2A et 2B, d'un document bilan matriciel dédié à chaque projet et à chaque phase. Cette demande s'inscrit dans une démarche de cohérence, de lisibilité et de renforcement de l'aide à la décision, visant à fournir une vision consolidée, précise et opérationnelle de l'évolution de la sûreté des biens et des personnes au sein de l'organisation sur les 3 projets NBS et le projet IGH Socle (niveau APS).

Ces nouveaux documents auront pour objectif principal de mettre en perspective les résultats des phases 2A et 2B avec ceux déjà établis lors du bilan matriciel de la phase 1. Il s'agira d'un outil central pour mesurer l'avancement des analyses, qualifier l'évolution des risques et démontrer la pertinence des améliorations proposées. Grâce à cette approche comparative, la Direction générale pourra identifier clairement les évolutions positives de chaque projet, les points de vigilance persistants et les zones nécessitant des renforcements complémentaires.

La matrice, élaborée spécifiquement pour chaque projet, permettra d'hiérarchiser les risques identifiés selon leur criticité et de valoriser les préconisations associées. En reprenant la structure et la logique du bilan de phase 1, elle offrira un cadre homogène pour faciliter la lecture transversale et garantir la continuité méthodologique. Les analyses intégreront notamment une pondération entre le coût, l'efficacité et la faisabilité opérationnelle des préconisations, afin d'orienter clairement les choix nécessaires.

Ce document mettra également en lumière les améliorations mises en œuvre ou prévues depuis la phase 1, en soulignant leurs impacts, leurs contributions à la maîtrise des risques, ainsi que les écarts éventuels à traiter. Cette approche comparative vise à démontrer de manière objective la progression de la politique de sûreté, tout en soulignant les axes de travail prioritaires pour la suite de l'étude et de la mise en œuvre opérationnelle.

Ainsi, le bilan matriciel des sous-phases 2A, 2B et 2C (mise à jour) se veut être un outil décisionnel complet, dynamique et structurant permettant d'appréhender clairement les évolutions entre la phase 1 et les phases 2A/2B/2C, d'évaluer la pertinence, la cohérence et la priorisation des préconisations, d'engager des choix éclairés concernant les investissements, les actions à déployer et les stratégies de maîtrise des risques.

Par sa capacité à synthétiser les données, à mettre en valeur les préconisations et à renforcer la visibilité sur les enjeux de sûreté, ce document constituera une étape clé dans la poursuite et la consolidation de l'étude ESSP.

2.2.1 Prestations attendues

2.2.1.1 *Prestations attendues Phase 2 A – Analyse des propositions projet NBS*

- Étude des 3 propositions de projets au stade de consultation (stade APS) sous l'angle de la sûreté - points de vulnérabilité, effets induits, réponses aux risques avec notamment :
 - Analyse des nouveaux risques générés par les projets (usages, flux, interfaces, espaces résiduels) ;
 - Analyse des flux et déplacements des 3 projets ; gestion quotidienne de la tranquillité du site (patients, visiteurs, personnels, logistique, secours).

2.2.1.2 *Prestations attendues Phase 2 B - Analyse du projet IGH Socle*

- Etude du projet APS IGH socle avec notamment :
 - Analyse des nouveaux risques générés par le projet (usages, flux, interfaces, espaces résiduels).
 - Analyse des flux et déplacements du projet ; gestion quotidienne de la tranquillité du site (patients, visiteurs, personnels, logistique, secours).

2.2.1.3 Prestations attendues phase 2 C : NBS - Analyse de l'offre finale retenue projet NBS

- Etude de l'offre finale du NBS sous l'angle de la sûreté - points de vulnérabilité, effets induits, réponses aux risques avec notamment :
 - Analyse des nouveaux risques générés par le projet (usages, flux, interfaces, espaces résiduels).
 - Analyse des flux et déplacements du projet ; gestion quotidienne de la tranquillité du site (patients, visiteurs, personnels, logistique, secours).

2.2.2 Livrable Phase 2

2.2.2.1 Livrable sous phase 2 A

Rapport d'analyse (1 par proposition de projet) :

- Mettant en exergue les vulnérabilités et leur niveau de maîtrise par rapport aux enjeux de sécurité publique inhérents à la situation actuelle et pouvant impacter le projet
- Valant plan de préconisation définissant les actions préventives et de protection pour chaque vulnérabilité et mettant en évidence le niveau de maîtrise résiduel par rapport aux objectifs de sécurité publique.
- Documents synthétiques de type "bilan matriciel" pour chaque projet.

2.2.2.2 Livrable sous phase 2 B

Rapport d'analyse :

- Mettant en exergue les vulnérabilités et leur niveau de maîtrise par rapport aux enjeux de sécurité publique inhérents à la situation actuelle et pouvant impacter le projet
- Valant plan de préconisation définissant les actions préventives et de protection pour chaque vulnérabilité et mettant en évidence le niveau de maîtrise résiduel par rapport aux objectifs de sécurité publique.
- Document synthétique du projet de type "bilan matriciel"

2.2.2.3 Livrable sous phase 2 C

Rapport d'analyse (mise à jour sous-phase 2A de l'offre retenue) :

- Mettant en exergue les vulnérabilités et leur niveau de maîtrise par rapport aux enjeux de sécurité publique inhérents à la situation actuelle et pouvant impacter le projet
- Valant plan de préconisation définissant les actions préventives et de protection pour chaque vulnérabilité et mettant en évidence le niveau de maîtrise résiduel par rapport aux objectifs de sécurité publique.
- Mise à jour du document synthétique du projet lauréat de type "bilan matriciel"

2.3 Phase 3 – Étude complète pour obtention de l'autorisation administrative

Pour cette phase, il s'agira de finaliser la rédaction de l'étude sûreté et de sécurité publique (ESSP), pièce PC16 du dossier de demande de permis de construire pour chacun des projets analysés, sachant que l'opération du socle sera la première opération dont le permis sera déposé.

A cet effet, deux sous phases sont définies soit la sous phase 3 A pour l'ESSP de l'IGH Socle et la sous phase 3 B pour l'ESSP du NBS.

Pour rappel, cette étude a pour objectif de formaliser une synthèse des mesures retenues, en cohérence avec les prescriptions réglementaires du code de l'urbanisme et les autres documents du concepteur. Ce document, fruit d'une réflexion collective, rassemble les échanges entre le maître de l'ouvrage, les équipes de conception, les maîtrises d'usages

(utilisateurs, exploitants, mainteneurs) et le responsable sûreté. Il traduit ainsi le consensus obtenu et prévient toute remise en question ultérieure par les membres de la sous-commission départementale.

L'ESSP sert de document de référence tout au long de la vie du projet, depuis sa réalisation jusqu'à son exploitation. Elle se distingue par une présentation claire et accessible, facilitant la consultation rapide et mettant en évidence la répartition des mesures entre les différents partenaires (maître d'ouvrage, exploitants, usagers, services de l'État, de la commune, etc.). Le titulaire de la mission, chargé de cet exercice délicat, doit rechercher le compromis le plus avantageux pour le projet, sans se limiter aux avis exclusifs du responsable sûreté ou des acteurs hospitaliers.

Le titulaire du marché s'assurera que les mesures prévues dans les projets répondent aux objectifs définis dans l'ESSP.

2.3.1 Prestations attendues sous-phase 3 A (ESSP IGH Socle)

À partir des documents préalables (diagnostic sécurité, analyse du projet, recommandations et mesures retenues), le titulaire élabore l'ESSP ainsi qu'une synthèse qu'il présente ensuite aux membres de la sous-commission.

Il répond à leurs observations et, en cas d'avis défavorable, intègre leurs remarques pour modifier l'étude jusqu'à obtenir un avis favorable. Cet avis est indispensable pour l'obtention du permis de construire.

- Organisation et pilotage et soutenance de la deuxième rencontre avec la sous-commission, avec le CHU. Elle consiste :
 - *En la préparation et diffusion du support de la vidéo projection qui sera faite aux membres de la SCDSP, en concertation avec l'organe de pilotage du CHUGA. Ce support revêt une forme aussi limpide que celle de l'ESSP, notamment sur le résultat de la nature et de la responsabilité de mise en œuvre des mesures retenues ;*
 - *En la présentation du résultat de l'ESSP à la SCDSP, par l'exposition claire et fluide du support de vidéo projection et la réponse aux questions des membres de la sous-commission ;*
 - *En la maîtrise du déroulement de la SCDSP, par la défense des intérêts du CHUGA et le rappel à l'ordre respectueux mais directif des membres de la sous-commission en cas de dérapages manifestes dans leurs demandes ou attitudes par rapport à leurs attributions réglementaires.*
- Assistance jusqu'à l'obtention de l'autorisation administrative : présentations, réponses et corrections, mises à jour itératives, dépôt au permis.

Obligation de résultat : la prestation court jusqu'à la validation de l'ESSP par l'autorité compétente ; la proposition doit intégrer l'ensemble des reprises nécessaires.

2.3.2 Livrable sous phase 3 A

- Rédaction de l'ESSP complète et détaillée, conforme aux textes en vigueur (R.114-2).
- Synthèse de présentation au format PowerPoint.

2.3.3 Prestations attendues sous phase 3 B ESSP NBS

À partir des documents préalablement établis (diagnostic sécurité, analyse du projet, recommandations et mesures retenues), le titulaire actualise l'Étude de Sécurité et de Sûreté Publique (ESSP) réalisée en sous-phase 3A.

Si les écarts constatés, entre l'étude ESSP rendu et approuvé par la SCDSP en phase 3A et la mise à jour du document suite à l'analyse du projet final NBS phase 2C, nécessitent de resoumettre en sous-commission le document ESSP réactualisé à la SCDSP, il en informe au plus tôt le maître d'ouvrage.

Il répond au besoin du permis de construire (PC16. L'étude de sécurité Art. R. 431-16 h du code de l'urbanisme) en prenant en compte l'analyse de l'offre finale retenue projet NBS en phase 2C.

Il répond aux observations de la sous-commission et, en cas d'avis défavorable, intègre ses remarques pour modifier l'étude jusqu'à obtenir un avis favorable. Cet avis est indispensable pour l'obtention du permis de construire.

- Assistance jusqu'à l'obtention de l'autorisation administrative : présentations, réponses et corrections, mises à jour itératives, dépôt au permis.

Obligation de résultat : la prestation court jusqu'à la validation de l'ESSP par l'autorité compétente ; la proposition doit intégrer l'ensemble des reprises nécessaires.

2.3.4 Livrable sous phase 3 B

- Mise à jour de l'ESSP complète et détaillée, conforme aux textes en vigueur (R.114-2) sans passage ESSP

2.4 Phase 4 – Réalisation et réception des ouvrages

2.4.1 Analyse des sujétions d'exécution

Cette mission a pour objectif d'apporter une expertise au CHUGA sur l'impact en termes de sûreté et de sécurité publique de sujétions survenant en cours d'exécution du chantier, tels que des travaux modificatifs ou des changements de phasage de réalisation.

Elle consiste concrètement à analyser les conséquences de ces modifications par rapport à l'ESSP instruite par la SCDSP lors de la demande d'autorisation d'urbanisme et à conclure à la nécessité ou non de déposer un amendement à l'étude originelle. A l'issue d'une visite d'audit, le titulaire produit un rapport soulignant les écarts observés en cours d'exécution entre les ouvrages en cours de réalisation par rapport aux préconisations et évaluant l'impact.

En sa qualité d'expert, le titulaire est réputé disposer d'une compétence suffisante pour statuer, sans devoir nécessairement s'en remettre à l'avis du responsable sûreté. Dès lors et dans l'infirmative, il délivre en complément de son rapport d'expertise une attestation datée et signée, permettant au maître de l'ouvrage de démontrer sa préoccupation perpétrée de sûreté et de sécurité publique dans le déroulement de son projet, notamment auprès des services instructeurs en cas de dépôt d'une demande d'autorisation d'urbanisme modificative.

Cette mission est initiée par le maître d'ouvrage autant de fois que nécessaire durant la vie du chantier.

2.4.2 Amendement de l'étude de sûreté et de sécurité publique

Cette mission consiste en la production et la soutenance éventuelle devant la SCDSP d'un amendement à l'ESSP originelle en cas :

- De demande expresse du maître d'ouvrage, face à l'évidence de ses obligations réglementaires de maître d'ouvrage ;
- De conclusion affirmative du rapport d'expertise produit au titre de la mission d'analyse des sujétions d'exécution, décrite au point 2.4.1 qui précède.

La rédaction, la présentation et la soutenance de cet amendement sont traitées selon le même formalisme et le même niveau d'exigence que l'ESSP originelle.

Cette mission est initiée par le maître d'ouvrage autant de fois que nécessaire durant la vie du chantier.

3 Conditions de réalisation de la mission

3.1 Délais de réalisation des éléments de missions

Les délais de remis des livrables sont fixés comme suit :

Eléments de mission	Délai maximum de remise des livrables	Démarrage de l'élément de mission
<u>Phase 1 – État des lieux / Diagnostic initial</u>	2 mois	Après notification du démarrage du marché
<u>Phase 2 – Analyse des projets et assistance à la conception des projets du SDI-CIME</u>		
Sous phase 2 A 3 - propositions intermédiaires (APS) NBS	1,5 mois	Après notification du démarrage de l'élément de mission
Sous phase 2 B – APS IGH Socle	1,5 mois	Après notification du démarrage de l'élément de mission
Sous phase 2 C – Offre finale (APS) NBS	3 semaines	Après notification du démarrage de l'élément de mission
<u>Phase 3 – Étude complète pour obtention de l'autorisation administrative</u>		
Sous phase 3 A – ESSP IGH Socle	2 mois	Après notification du démarrage de l'élément de mission
Sous phase 3 B – ESSP NBS	2 semaines	Après notification du démarrage de l'élément de mission
<u>Phase 4 – Réalisation et réception des ouvrages</u>		
Analyse des sujétions d'exécution avec transmission d'un rapport de visite	2 jours ouvrés	Après la visite d'audit en phase d'exécution
Amendement de l'étude de sûreté et de sécurité publique	2 semaines et <i>a minima</i> 2 semaines avant la tenue de la commission de sûreté éventuelle	A notification de l'élément de mission

Il est convenu que le recueil des données permettant de caractériser le contexte de sécurité publique du périmètre du projet dans le cas requiert un délai moyen de 1 mois à compter de la date de saisine de la préfecture par le maître de l'ouvrage. La liste des données demandées doit être transmise au Maître d'ouvrage par le Titulaire dès la notification du marché.

La participation aux réunions et les visites de site d'audit en phase d'exécution se feront sur convocation.

En cas d'indication de durées manifestement insuffisantes dans la lettre de consultation, le titulaire est tenu d'alerter le représentant de l'acheteur au moment de la remise de son devis afin que cet aspect puisse être négocié de gré à gré entre les deux contreparties, avant la délivrance du bon de commande.

3.2 Compléments livrables

La présentation et la forme des livrables sont laissées à la discrétion du titulaire, à l'exception de l'ESSP (pièce PC16 du dossier de demande de permis de construire) qui doit respecter les prescriptions réglementaires du code de l'urbanisme et s'harmoniser avec les autres pièces produites par l'équipe de conception. Les livrables seront remis pour les rapports sous format A4 et/ ou A3 et pour les présentations sous format power point et PDF.

3.2.1 Exigences de qualité

- Conformité stricte aux articles R.114-1 à R.114-3 et aux avis de la sous-commission.
- Clarté des schémas/cartographies ; traçabilité des sources ; référentiel de risques hospitalier.
- Livrables en français (PDF/ PPTX + modifiables), plans annotés ; registre des décisions ; journal des modifications.

3.2.2 Synthèse des principaux livrables

La liste des livrables attendue par le CHUGA, telle qu'elle ressort de la description des éléments de missions du chapitre 2 qui précède, se résume comme suit, dans l'absolu, selon le moment d'attribution de la commande au titulaire :

	Phase 1	Phase 2			Phase 3		Phase 4	
		A NBS	B IGH	C NBS	A IGH	B NBS		
	Diagnostic-Esquisse	Avant-Projet Sommaire			Permis de construire		Exécution des ouvrages	Réception des ouvrages
▼ Rapport de diagnostic de risques préalables selon les contenus requis pour une ESSP								
Architecturales/urbaines	●	0	0	0	0	0	0	0
Techniques	●	0	0	0	0	0	0	0
Humaines & organisationnelles	●	0	0	0	0	0	0	0
Évaluation avec indicateurs de performance	●	0	0	0	0	0	0	0
BILAN MATRICIEL	●	0	0	0	0	0	0	0
▼ Analyse des projets et assistance à la conception								
Rapport d'analyse dont BILAN MATRICIEL	0	●	●	●	0	0	0	0
▼ Étude de sûreté et de sécurité publique (ESSP)								
ESSP provisoires	●	●	●	●	0	0	0	0
ESSP définitive	0	0	0	0	●	●	0	0
▼ Première rencontre avec la SCDSP								
Organisation, pilotage et animation de la réunion	●	0	0	0	0	0	0	0
▼ Soutenance de l'ESSP devant la SCDSP								
Organisation, pilotage et animation de la réunion	0	0	0	0	●	0	0	0
Support vidéoprojection SCDSP	0	0	0	0	●	0	0	0
▼ Analyse des sujétions d'exécution								
Rapport d'expertise	0	0	0	0	0	0	●	0
Attestation ESSP non requise	0	0	0	0	0	0	●	0
▼ Amendement de l'ESSP								
ESSP complémentaire définitive	0	0	0	0	0	0	●	0
▼ Assistance à la réception de l'ouvrage								
Rapport de contrôle final	0	0	0	0	0	0	0	●

3.3 Réunions et visites

Le titulaire devra prévoir au minimum :

- Pour l'élément de mission phase 1 (diagnostic) :
 - une (1) réunion de 2h pour le lancement de la mission
 - une (1) réunions d'une demi-journée de présentation / mise au point du dossier avec les services
 - une (1) réunion de présentation de 2h des premières conclusions, sur la base d'un document provisoire, avant remise du rapport définitif.
- Pour l'élément de mission sous phase 2 A (Analyse propositions NBS) :
 - une (1) réunion d'une demi-journée de mise au point en phase études
 - une (1) réunion de 2h de présentation
- Pour l'élément de mission sous phase 2 B (Analyse projet IGH Socle) :
 - une (1) réunion d'une demi-journée de mise au point en phase études
 - une (1) réunion de 2h de présentation
- Pour l'élément de mission sous phase 2 C (Analyse offre finale NBS) :
 - Une (1) réunion de 2h de présentation
- Pour l'élément de mission sous phase 3 A (ESSP IGH Socle) :
 - Deux (2) réunion de 2h de présentation / mise au point de l'analyse avec les services instructeurs dans le cadre de l'instruction du dossier de demande de permis de construire pour les aspects liés à l'ESSP.
- Pour l'élément de mission sous phase 3 B (ESSP NBS) :
 - Une (1) réunion de 2h de présentation

Pour l'élément de mission phase 4 (Réalisation et réception des ouvrages) le titulaire devra prévoir et chiffrer :

- Trois (3) visites d'audit d'une demi-journée sur site par opération (2) ;
- Une assistance au maître d'ouvrage moyennant visite d'une (1) journée sur site pour participation à la commission de sécurité pour chaque opération (2).

Le candidat devra participer à l'ensemble des réunions nécessaires à la réalisation de sa mission.

La participation à un nombre de réunions supérieur à ce qui est indiqué dans l'offre du titulaire, n'impliquera aucune rémunération supplémentaire.

Le titulaire détaillera dans son offre le nombre et la nature des réunions (CHUGA, MOE, sous-commission, services instructeurs), avec ordres du jour, supports et comptes-rendus, et un planning détaillé (à valider).

Il est précisé que la rédaction des comptes-rendus des réunions est à la charge du titulaire du présent marché. Ces comptes-rendus devront préalablement être envoyés sous format modifiable (.docx) au représentant de la Maîtrise d'ouvrage pour validation.

3.4 Atteinte des objectifs par le titulaire

Le présent marché ne porte pas sur des moyens (temps d'investissement du titulaire) mais sur l'aboutissement de la mission du titulaire. Ce dernier mesure sa mission par l'atteinte des objectifs définis au chapitre 2 et l'appréciation du contexte indiqué au chapitre 1, pour chaque élément de mission.

En ce sens :

- Le titulaire ne peut prétendre à aucun complément de rémunération au motif qu'il devrait consacrer plus de temps à la réalisation de sa prestation que celui estimé dans le devis ayant servi à la conclusion du marché.
- Le titulaire reprend autant de fois que nécessaire et à ses frais ses prestations jusqu'à l'atteinte de l'objectif fixé.

3.5 Méthodologie et exigences techniques

- Collecte et analyse : visites, observations, entretiens (Responsable sûreté, police/gendarmerie/SDIS, services hospitaliers), cartographies des flux/espaces sensibles.
- Prévention situationnelle : combiner architecture/urbanisme, techniques (contrôle d'accès, vidéoprotection) et organisation (surveillance).

- Équilibre usages/sûreté : respecter les particularités hospitalières et éviter les effets indésirables sur les parcours de soins.

3.6 Délais et calendrier

Proposition de trame de calendrier :

PHASE		DÉROULEMENT PROJET			MISSIONS Titulaire Marché ESSP		DELAI CIBLE	RESPONSABLE
		Préparation	Faisabilité(s) Programmation					
Phase 1		Conception	Diagnostic-Esquisse		Préparation étude de sûreté et de sécurité publique (ESSP)*	Etat des lieux/ diagnostic	2 mois	Titulaire + CHUGA
Phase 2	2A		Avant-Projet Sommaire			Analyses projets	1,5 mois	Titulaire + MOE
	2B						1,5 mois	
	2C						3 semaines	
Phase 3	3A		Instruction Instruction Permis Construire	APD PRO/ DCE Consultation Entreprises	Réalisation ESSP	Aucun contrôle APD PRO-DCE (conformité du projet au PC de la responsabilité du maître d'oeuvre)	2 mois	Titulaire + CHUGA
	3B				Soutenance ESSP devant SCDSP**		2 semaines	
Phase 4		Réalisation	Exécution ouvrage		Analyse sujétions d'exécution		Durée des chantiers	Titulaire + CHUGA + MOE
			Réception ouvrage		Amendement ESSP			
					Assistance réception ouvrage			

** Mission normalisée

** Sous-Commission Départementale pour la Sécurité Publique

3.7 Critères de performance et évaluation dans le temps

- Avant APD : conformité démontrée des prescriptions intégrées par les candidats.
- Après APD : absence de travaux supplémentaires et de surcoûts liés à l'ESSP ; mise en place d'une feuille de route d'évaluation annuelle des dispositions.

3.8 Conditions particulières

- Obligation de résultat : prestation jusqu'à la validation de l'ESSP ; prix intégrant toutes reprises.
- Force de proposition : scénarios, matrices d'arbitrage, analyse coûts/impacts ; prise en compte des particularités du monde hospitalier (accès urgences, circuits patients, continuité d'activité).

4 Annexes

4.1 Programme technique détaillé du Nouveau Bâtiment et restructuration du bâtiment Michallon.

Voir document joint

4.2 Plan de masse

Voir document joint